

Crise sociale en Guadeloupe : un devoir de sincérité envers les agents



Depuis une semaine, la Guadeloupe est le théâtre d'une large contestation sociale. Un collectif d'organisations syndicales et citoyennes a lancé un appel à la grève générale afin de protester contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale pour les soignants.

Toutefois, cette mobilisation semble traduire un mal plus profond lié aux inégalités, à la pauvreté et à l'exclusion des jeunes populations. Début septembre, les autorités locales avaient reçu leur liste de revendications portant notamment sur l'augmentation des salaires et la lutte contre les précarités.

Depuis samedi, la situation a dégénéré, du fait de groupuscules profitant de cette mobilisation, pour mener des actions ciblées visant à piller et saccager certains commerces ou bâtiments administratifs.

Dans ce contexte, qui n'a plus rien à voir avec l'action revendicative, **nous sommes extrêmement préoccupés, pour nos collègues et leurs familles**, plongés dans une situation très anxiogène.

A plus long terme, leurs conditions de travail sont durement dégradées. **Des images montrant notamment l'attaque de la Brigade Garde Côtes de Point-à-Pitre, ont largement circulé** ; les agents ne pourront pas reprendre leur activité durant une longue période.

Nous déplorons que l'action de l'état soit entravée et que son autorité soit bafouée. **L'UNSA Douanes condamne fermement ces actes de destruction réalisés à l'encontre de l'administration des Douanes et de ses personnels.**

Avant tout autre chose, nous souhaitons avoir une pensée amicale et bienveillante à destination de chacun d'entre eux. Nous pensons également à la très grande majorité des habitants qui subissent ce climat de grande insécurité, en plus de la crise sociale déjà présente sur l'île.

Nous espérons que les auteurs de troubles seront vite interpellés afin que la Guadeloupe retrouve une situation plus apaisée. Dans le même temps, il est indispensable pour ses résidents, que les responsables politiques apportent **des réponses efficaces et adaptées à leurs véritables doléances.**

Quant à nos propres dirigeants, responsables de notre sécurité dans l'accomplissement de nos fonctions, ils nous ont informés des mesures prises afin d'assurer la sûreté des agents et des moyens matériels, en attendant la fin des conflits.

Nous regrettons cependant qu'ils n'aient d'autre solution, dans un département français, que de stopper l'action de l'Etat, pour assurer pleinement la sécurité des personnels douaniers.

Enfin, **le temps viendra où les principaux dirigeants de la DGDDI auront un devoir de sincérité envers les agents** touchés à travers ces événements tragiques. En effet, face à la montée des violences, nous avons du mal à comprendre leur manque d'anticipation et l'absence de consignes données en amont pour sécuriser l'armement des sites les plus sensibles...?

A cela, s'ajoutent nos appels réguliers à une véritable prise en compte de nos conditions de travail, qui ne sont pas suffisamment entendus. Il ne faut pas attendre qu'un conflit ou un drame se soit produit pour prendre les mesures nécessaires.

Nos instances officielles devront être convoquées afin de mener, conjointement, un audit exhaustif de la sécurité de l'ensemble des bâtiments présents sur notre territoire, dans le but de renforcer la protection des biens et des personnes qui resteraient encore exposés à des attaques ciblées.

Un contrat stratégique doit être prochainement révélé par la Directrice générale, il serait judicieux d'en tenir compte. **Dans un avenir proche, nous ne voulons plus voir de structures douanières vulnérables à ce type d'attaque.**

Paris, le 22/11/2021